

Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne

Réunion du Groupe Local 44 - 17 janvier 2019



Préambule :

A l'initiative du groupe de coordination du réseau de l'ICPC 44, un temps de réflexion a été organisé **le 17 janvier 2019 de 14H à 17H au Lieu Unique, à Nantes**. Il a réuni une trentaine de praticiens de la participation.

Ce temps visait à **définir le programme d'action 2019 du réseau local**, et ce, autour de 6 entrées thématiques qui avaient commencé à se dessiner lors de la première rencontre du 4 juillet 2018 :

- > Le numérique : quel rôle des civitech dans la participation ? Quelle articulation entre numérique et présentiel ? Demain, une participation uniquement numérique ?
- > Mobilisation, recrutement : comment toucher tous les publics ? Echantillonnage Vs ouverture au plus grand nombre ?
- > Prospective participative : comment intégrer les citoyens à la réflexion sur un futur souhaitable ? Quelle place pour les citoyens dans un futur souhaitable ?
- > Pouvoir d'agir, empowerment, engagement, quelle évolution des attentes des citoyens en termes de participation à la décision ? Quel nouveau rôle pour les des institutions, publiques ou privées des acteurs privés ?
- > Mener un projet de participation : les conditions de la réussite / Posture, méthode et outils
- > Participation et transformation des organisations : comment la participation citoyenne vient transformer, percuter le management des structures, en particulier des collectivités ? Quel management pour les praticiens de la participation, particulièrement dans les collectivités ?

Chaque thématique a fait l'objet d'un atelier, dont voici les synthèses :

Atelier : Pouvoir d'agir, empowerment, engagement

Animateur/Rapporteur : Claire Jouanneault

Quelle évolution des attentes des citoyens en termes de participation à la décision ?

Quel nouveau rôle pour les institutions, publiques ou privées ?

Quels sont les ressorts de l'engagement ?

Enjeux

Partage de savoir

Comment amener les citoyens à la connaissance ? A ce que tous puissent comprendre les enjeux, se faire leur propre diagnostic, faire monter tout le monde en expertise ? Beaucoup se sentent pas respectés, bloqués, pas au niveau.

Il y a la nécessité de rebattre les cartes entre les sachants et les "non sachants". Travailler sur les communautés de savoirs et les réseaux de partages de savoirs. Il faut aussi laisser le temps aux gens de s'appropriier les choses pour faire remonter des avis et des besoins.

La pratique des comptes-rendus dessinés est intéressante car plus accessible pour certains.

Passage à l'acte

Comment on amène les personnes à passer à l'acte ? Qu'est-ce qui les motive ? Comment toutes les questions environnementales sont-elles appropriées ? Comment les gens reprennent le pouvoir sur ces notions ?

Le faire et le collectif sont des effets de levier beaucoup mobilisés en ce moment.

Importance du chacun à sa mesure et de la co-responsabilité.

Faire avec

Comment on facilite les projets et les initiatives citoyennes ?

Comment on partage la décision ?

« Nous (Conseil de Dev Erdre et Gèsvres) sommes Territoire d'Expérimentation Sociétale de l'Ecole des Mines. Nous questionnons les postures de la collectivité qui devient animatrice, nous sommes facilitateurs et les citoyens acteurs d'initiatives. »

Actions / Productions/ Envies

- Etudier "la méthode Spiral"
- Croiser les compétences dans le réseau.
- Travailler la question de la posture du prestataire, plus globalement l'articulation entre la collectivité (commanditaire) / la communauté / l'animateur (prestataire) quand il ne s'agit pas de délibération mais de l'empowerment, du passage à l'acte. Exemple de la communauté des Défricheurs lors du Grand Débat sur la Transition Énergétique. Avec également angle mort de la suite.
- Envie de retour d'expériences et d'éclairages

Ressources

Marie-Hélène Bacqué, Carole Biewener *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?*

Hélène Balazard *Agir en Démocratie*

Actions et formations de l'Adapa Montpellier / Adt Quart-monde

[Revue Vertigo](#)

IRDSU

[Méthode Spiral](#) portée par le Conseil de l'Europe : "SPIRAL est une démarche d'apprentissage collectif visant à construire progressivement, depuis le niveau local jusqu'au niveau global, la capacité de la société à assurer le bien-être de tous par la coresponsabilité de ses différentes parties prenantes : citoyens, acteurs publics et privés."

[Université du Nous](#)

Les réseaux de l'Éducation Populaire : Les Arpenteurs, par exemple, Scop Le pavé



Atelier : Prospective participative

Animateur / Rapporteur : Emmanuelle Albert

Comment intégrer les citoyens à la réflexion sur un futur souhaitable ?

Quelle place pour les citoyens dans cette réflexion ?

Enjeux

Pédagogie

Construire / consolider une culture commune de la prospective : définition, méthodes... puis appropriation et expérimentation... (différence entre prospective et perspective / projections...)

Qualifier l'impact de ces démarches, les modalités du rendre compte, de l'engagement à agir ou non...

Travailler à l'articulation entre démarches prospectives et démarches opérationnelles

Créer des ponts entre « prospectivistes » et « concertants »

Outillage

Qualifier des publics, des experts, des modalités, des outils et méthodes, des types de données... pour animer des dispositifs participatifs prospectifs

Observer les signaux faibles

Définir le « pas de temps » adéquat (10, 20, 30, 50 ans ?)

Vigilance

Ne pas « instrumentaliser » ces démarches pour « nourrir » des projets de programmes politiques

Inscrire le suivi des démarches dans un temps long + difficulté à évaluer le temps

Définir un « curseur » : pas trop utopique ? mais sans « brider »...

Actions / Productions / Envies

La plus plébiscitée :

- Organiser une conférence ou une table-ronde à la fois sur la définition et les méthodes. Pour le réseau, l'idéal serait un praticien ayant expérimenté une démarche prospective participative et qui serait en capacité de nous aiguiller sur les « clefs » à avoir en tête pour animer un tel dispositif.

Pourquoi ne pas mutualiser la venue d'un intervenant à la fois pour une structure intéressée et pour le réseau : Blue Lab à Saint-Nazaire s'est dit intéressé. Mathieu, Adeline et Amélie se sont dits intéressés.

- Organiser une formation

- Faire de la veille sur cette thématique et la partager

- Organiser une expérimentation soit sur un cas concret soit sur un cas fictif pour prototyper des outils qui pourraient être utilisés par tous (pourquoi pas en lien avec un programme de recherche-action)

- Valoriser des fiches retours d'expériences (références qui rassurent et qui poussent à l'action)
- Formaliser des témoignages de retours sur des démarches prospectives plusieurs années après pour mesurer l'écart entre les scénarios et la réalité... (exemple : Demain ma vi(II)e pour NM (horizon 2030 réalisé en 2011-12), Pays de la Loire 2040 (réalisé en 2011)...
- Créer un espace pour partager ensemble les « signaux faibles », les tendances... pour identifier des thématiques de dispositifs prospectifs

Proposition d'une thématique à traiter avec proposition de monter une action spécifique : la place de l'élu dans la participation (sujet de thèse de Ségolène Charles qui est prête à organiser quelque chose).

Ressources

Virginie Raison, géo-politologue spécialisée en prospective :

http://www.comite21grandouest.org/ressources/infos21-grandouest.html?etoken=d41d8cd98f00b204e9800998ecf8427e&actu_id=12827&newsletter_id=127&actu_id=12827

Institut des futurs souhaitables - Mathieu Baudin :

<https://www.futurs-souhaitables.org/>

Les futuribles - Frédéric Weill et Hugues de Jounevel :

<https://www.futuribles.com/fr/agenda/la-prospective-territoriale-pour-quoi-faire-com-10/>

Sylvain Grisot via l'institut Kervégan et la démarche démocratie 2032

<https://www.institut-kervegan.com/actualite/democratie-locale-2032/>

Collège des transitions sociétales (Ecole des Mines) - Carine Dartiguepeyrou, prospectiviste (+ Bernard Lemoult, Samuel Aubin) :

<https://web.emn.fr/x-de/cts-pdl/>

Magali Marlin en charge de la prospective au sein du Pôle dialogue citoyen, évaluation et prospective de NM

Isabelle Delanoy – Economie Symbiotique (conférence pour le conseil de développement de Redon en lien avec FuturOuest) :

<https://www.cdredon.bzh/single-post/2018/09/03/Conf%C3%A9rence-sur-l%C3%A9conomie-symbiotique>

Comité 21

<http://www.comite21.org/comite21/comite21-en-action.html?id=12066>

DREAL PdL:

<http://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/prospective-territoriale-r459.html>

Atelier : Le numérique et la participation

Animateur / Rapporteur : Sebastien Guimard

Quel rôle des civitech dans la participation ? Quelle articulation entre numérique et présentiel ?

Demain, une participation uniquement numérique ?

Enjeux identifiés

> **Un enjeu d'élargissement de l'accès aux offres de participation** tout en conservant une combinaison très forte avec l'animation des temps présents qui seuls aujourd'hui assurent réellement un espace délibératif pertinent. Cet élargissement organise la capacité à participer à différents temps et aux différentes échelles d'un territoire (démultiplication de l'offre).

Tout en ayant en tête des freins liés au coût d'entrée dans un univers numérique qui se renouvelle très rapidement / à la nécessité d'une médiation numérique.

> **Un enjeu de transparence du processus participatif** nécessaire pour rendre compte de la sincérité de la démarche et de son articulation avec la décision publique.

> **Un enjeu de diversité** grâce à un média qui peut intéresser possiblement de nouveaux publics à la question démocratique. Le constat d'un public + jeune, + actif est largement partagé par ceux qui ont initié ce type de démarche.

> **Un enjeu de renouvellement des formes de la participation** car le numérique peut être également pensé comme un outil qui transforme les modes de productions. Pour répondre à des freins connus d'expression orales ou écrites, le numérique peut proposer d'autres approches.

> **Un enjeu lié à la propriété des données collectées et à leur exploitation.** La participation numérique s'inscrit dans un cadre reformulé concernant l'éthique et la capacité des collectivités ou d'autres d'ailleurs à se saisir de contributions numériques citoyennes pour en faire un élément de la concertation. Cette contribution numérique questionne aussi par la capacité à organiser de nouveaux modes d'analyses et de traitement (traiter la masse / traiter autrement type web sémantique...)

Intentions prioritaires pour 2019 et actions / productions/ envies

Partage autour de l'utilisation des différentes plateformes numérique de dialogue : échanger avec le réseau local autour du type d'usage, du type d'utilisateur, des limites

=> Organiser un temps d'échange autour des porteurs du réseau ICPC local

Rencontre avec des experts :

Déjeuner avec Valentin Chapus (fondateur d'Open Source Politics) lors de sa visite en Loire-Atlantique en mars 2019 => rencontre limitée à quelques uns pour un retour au plus grand nombre

Clément Mabi (autour de la sortie du baromètre de la démocratie locale numérique 2018).

S'acculturer et se former à d'autres pratiques : notamment concernant l'analyse des contributions numériques

Atelier : Mener un projet de participation

Animateur / Rapporteur : Anne Johnson

Les conditions de réussite, les questions de posture, méthode, outils...

Questionnements / enjeux

- L'articulation du lien institutionnel-société civile pose question : comment arriver à faire cet aller-retour entre les deux, surtout lorsque la concertation est « obligatoire » ? Quel sens lui donner alors ? Comment véritablement travailler avec les citoyens, ceux qui ne viennent pas forcément dans les instances institutionnelles ?

Un exemple : les enquêtes et réunions publiques sont démoralisantes car cela reste un traitement très institutionnel de la concertation.

- Comment amener la co-construction tout en évitant l'instrumentalisation et les éventuelles dérives ? Quelle information donner et à quel moment dans un processus de concertation ? Comment monter en compétences, dépasser les opinions subjectives pour arriver à des argumentaires construits

Conditions de réussite :

- La question du cadre et de la clarté de l'attente : info, concertation, consultation, co-décision... ? Etre clair sur le type de participation attendu et mené.

- Nécessité de décortiquer le projets, ses enjeux, le jeu des acteurs et d'une transparence.

- La posture de chacun : décalage entre la vision et les intérêts des citoyens (ce qu'ils ont à faire valoir), la vision des techniciens en fonction de leurs connaissances et la vision des élus. C'est eux qui valident un projet en lui octroyant les moyens.

- Posture des animateurs : chacun doit être entendu de là où il parle → accepter de comprendre les enjeux et contraintes des différents parties prenantes du projet. Une question d'acculturation. Et de passer d'un intérêt individuel à l'intérêt collectif.

- Posture des élus (et de leur binôme avec le DGS) : quelle est sa place dans un dispositif de participation ? Peut-être existe-t-il un besoin de les former afin qu'ils et elles puissent sortir de ce rapport de force dont ils ont l'habitude dans leurs instances délibératives où ils doivent défendre leur projets. Le choix peut-être fait de ne pas les inviter dans les espaces de concertation pour permettre une parole libre. Quelles sont les limites des deux types de démocratie ?

La question des élus est complexe, il y a autant de situations que d'élus : ceux qui sont contre la participation, ceux qui sont démunis et ne savent pas comment faire, ceux qui n'ont pas besoin de se former... La question c'est donc *comment* former les élus et par rapport à quelle attente ? Peut-être faut-il plus des échanges d'expérience que des formations à proprement parler.

- Un projet de participation n'est pas une fin en soi mais s'articule autour d'un projet global avec son calendrier, ses moyens... La participation c'est avant tout politique, le choix des participants l'est aussi. Aujourd'hui par exemple, il n'y pas de représentants de l'éduc pop ni de la culture. Or ces deux champs pros se revendiquent aussi de la participation.

Et il faut poser la question dans l'autre sens : la participation doit apporter au projet politique, mais a contrario, qu'est-ce que la participation apporte au citoyen, au participant ?

Une espèce d'injonction à trouver des gens pour justifier la participation (réponses aux AO). Mais les instances pérennes ne correspondent plus aux besoins et habitudes des gens actuellement.

- Comment on intègre les projets profondément politiques et urgents, les transitions, dans les projets de participation ? Articulation des questions de mobilisation, d'enjeux sur lesquels il est urgent de mobiliser et le portage politique de ce type de projet sociétal.

La participation n'est-ce pas aujourd'hui l'accompagnement de la mobilisation de la base ? Comment accompagner sans retomber dans l'institutionnel ?

- Evolution des institutions : le curseur du partage du pouvoir bouge, les institutions dans leur rôle d'animateur de territoire. Regarder la participation par ce prisme.

Intentions prioritaires pour 2019

- Construire un langage commun – qu'est-ce que chacun met derrière les mots ?

- Un enjeu pédagogique : comment partager les fondamentaux de la concertation (les conditions/ concepts et méthodes) dans ce groupe ? Avec quels outils, et comment évoluer dans le temps ?

Et en même temps sortir de la focalisation sur des outils ludiques.

Quelle différence entre les outils et les postures ?

Actions et productions

- Evaluer un cas d'école d'un projet de participation en s'appuyant sur les critères des conditions de réussite (qui sont à préciser - qu'on peut trouver dans des projets d'éco-construction) : argumentation / transparence / inclusion / temporalité / droit de suite (utilité)

- Il faudrait revisiter la participation dans 10 ans et voir comment cet équilibre mobilisation de la base – institutionnalisation de la participation a évolué.

- Des conférences pour faire réfléchir à ces idées !

- Ouvrir le réseau : inviter des élus pour un partage d'expériences, mais aussi des acteurs qui ne sont pas là aujourd'hui (éduc pop, culture...). S'inspirer de ce que fait BRUDED en Bretagne.

- Prévoir qqch de plus « léger » aussi : des cafés d'échanges d'expériences.

- Atelier « débogage » → faire un atelier Co-dev avec une question précise à résoudre dans l'idée des « communautés du faire » et l'échange de pratiques.



Atelier Participation et transformation des organisations

Animateur / Rapporteur : Marine Resson

Comment la participation citoyenne vient transformer, percuter le management des structures, en particulier des collectivités ?

Quel management par les praticiens de la participation ?

Enjeux

Transformer les organisations ce n'est pas uniquement concerter, c'est également savoir coopérer et co-porter des actions ensemble. En l'occurrence, transformer les organisations par des principes de coopération, c'est inventer la participation de demain.

> **Un enjeu de posture** que ce soit celles des collectivités ou les postures individuelles. La démarche doit être collective. Il y a un réel décalage entre l'envie de faire différemment et les faits. A titre d'exemple, les cahiers des charges stipulent de l'innovation tout en restant classique dans les procédures. Questionner les postures de chacun amène à s'interroger sur la place des consultants extérieurs. Ont-ils des rôles d'animateur ? d'expert ?

> **Un enjeu de temps** : Il est difficile dans les contextes locaux de prendre le temps de transformer et innover par les contraintes calendaires. Il est important d'avoir la capacité d'expérimenter et de "lâcher-prise"

> **Un enjeu de référence**: De nombreuses initiatives, réussites et expériences sur les territoires devraient être mises en avant plus facilement et ainsi être inspirantes pour les autres territoires. Les références sont nombreuses mais méconnues.

Intentions prioritaires pour 2019 et actions / productions/ Envies

Embarquer les élus dans cette réflexion de la transformation des organisations : échanger avec les associations d'élus, créer de l'émulation, se former collectivement

=> **Organiser un temps d'échange avec le réseau Bruded**

Partager les savoir faire d'un facilitateur : se former et s'appuyer sur les compétences de chacun. Liste les formations et bons plans.

=> **Créer un document pour recenser les formations vécues par chacun**

S'acculturer et se former aux pratiques de la coopération : S'appuyer sur le Collège des Transitions Sociétales et son programme de recherche. // Faire valoir auprès du CNFPT/INET et autres centres de formation, les besoins de formation en coopération et évolution des postures pour les élus et techniciens

=> **Organiser une rencontre avec Samuel Aubin et le Conseil de développement Erdre & Gesvre**

Ressources

- Samuel Aubin - chercheur (Collège des Transitions Sociétales)
- Conseil de développement Erdre & Gesvre (Recherche action du programme de recherche des transitions sociétales)
- Délégué départemental du réseau Bruded (contact de Brigitte Grasland)

Atelier Mobilisation et recrutement

Animateur / Rapporteur : Charlotte Zuckmeyer

Comment toucher tous les publics , faut-il toucher tous les publics ?

Echantillonnage vs ouverture au + grand nombre ?

Enjeux

Pour le groupe de travail, la question de la mobilisation renvoie en réalité à un ensemble de sujets sous-jacents à la concertation : qui porte le message, quelles sont les marges de manoeuvre, quelle est la méthode d'animation employée, quelles sont les habitudes connues, etc. Tous ces points auront une influence sur la facilité à mobiliser ou non.

Pour autant, les participants partagent le constat que l'inclusion des publics concernés, et notamment des plus fragiles, relève d'un enjeu démocratique.

Par ailleurs, sont identifiés :

> **Un enjeu de sensibilisation des élus** qui ont tendance à penser qu'une bonne concertation est celle qui a réuni le plus grand nombre et qui a su toucher ceux qu'on ne voit jamais. Pour le groupe, la mobilisation, c'est du sur-mesure, elle est différente et adaptée à chaque projet => La représentativité absolue n'est pas recherchée.

> **Un enjeu d'information** : c'est le premier stade à absolument respecter lors d'une concertation => tout le monde doit être au courant qu'il peut - s'il le souhaite - participer.

> **Un enjeu d'élargissement des modalités de la participation** : savoir se satisfaire et valoriser la parole directe et individuelle est importante puisqu'on sait que certains publics sont plus facilement touchés par des dispositifs "in situ" : l'atelier n'est pas forcément la finalité.

> **Un enjeu d'acculturation à la participation** afin de faire sauter les freins de ceux qui ne se sentent pas légitimes ou qui n'ont pas confiance dans le politique ? Il faut reconnecter le citoyen à la chose publique.

Actions / productions/ Envies

Mutualiser les outils de bonne pratique : pour certains participants, il y a déjà de nombreux guides méthodologiques. Où les rassembler pour capitaliser ?

Partager les retours d'expérience entre les membres : format "petit déjeuner : 5 mn pour donner un exemple par typologie de public / sujet (Appel à expérience : "qui a déjà...")

Pouvoir facilement trouver de l'aide auprès d'un membre du réseau via un outil d'échange simple.

Monter une conférence débat avec des intervenants extérieurs qui apportent un regard nouveau : autre culture, autre domaine,...

Proposer des actions/interventions de sensibilisation à la citoyenneté dans les écoles / collèges / lycées. Tester l'idée auprès d'une ou deux structures "test".

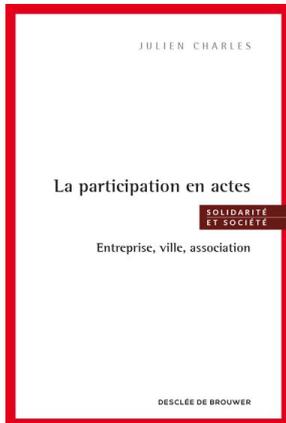
Partager / informer sur les concertations en cours sur le territoire afin de mieux coordonner les calendriers mais aussi relayer l'information => Proposition qui a été requestionnée par le deuxième groupe : est-ce au réseau de porter cela ?

Intentions prioritaires pour 2019

APPRENDRE :

- 1- Partage des bonnes pratiques : outil numérique, petit-def, conférences
- 2 - Identifier des intervenants "pas de côté"/ autre regard

AGIR : Faire un état des lieux des expériences de sensibilisation à la citoyenneté afin d'imaginer une offre.



Ressources

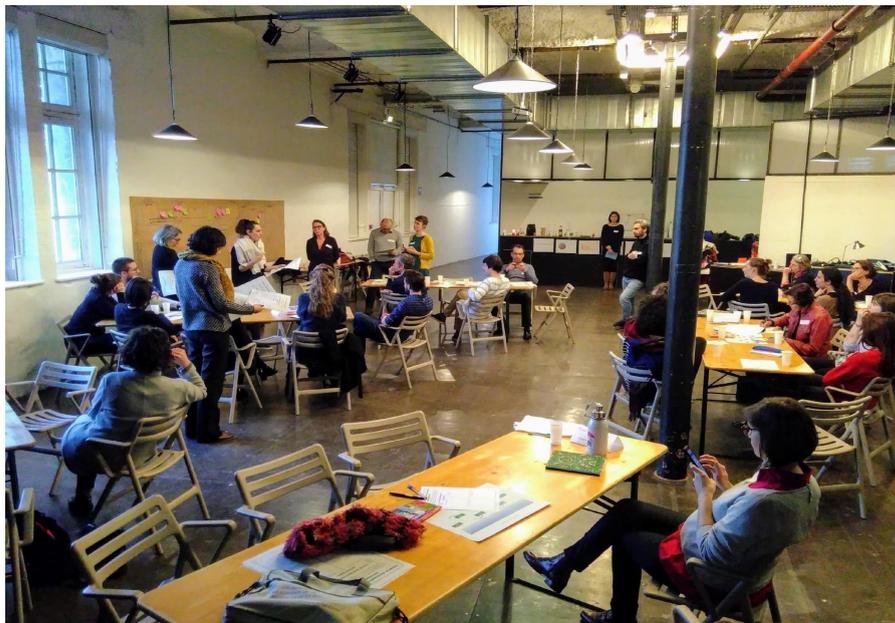
Armel Le Coz (démocratie ouverte)

JulienCharles

https://www.metropolitiques.eu/Experiences-ordinaires-de-la-participation.html?utm_source=metropolitiques&utm_medium=email&utm_campaign=2019_01_31

Chercheurs ?

Intervenants québécois ?



En fin de réunion, chacun et chacune a rempli un calendrier avec des événements en lien avec la participation, pour le groupe ICPC local mais de façon plus générale avec des dates locales, régionales et nationales.

Voici le lien, pour vous informer, mais aussi pour l'abonder ! Bonne lecture !

<https://docs.google.com/spreadsheets/d/1LQd-XhhRxTMCOLtj4nVbN239hiy8FOxR4RF3SFT1An0/edit?usp=sharing>

Participants

Emmanuelle Albert - Ville de Vertou / ICPC groupe coordination locale
José Aubry – RADAR
Mathieu Auger - Conseil de développement, Loire-Atlantique
Géraldine Bécaud – CEREMA
Marie Brazeau - Conseil du Développement Erdre et Gèsvres
Stéphanie Braka – Architecte indépendante
Sophie Brossaud – Conseil départemental 44
Laure Bunel - Architecte au sein du collectif Fil
Ségolène Charles – Atelier du Lieu
Amélie Decaux - AD Consultant
Cécile Gérard - Evaluation des politiques publiques CARENE
Lucie Gineau - En charge du dialogue citoyen pour la commune de Rezé
Brigitte Grasland - Conseil du Développement Estuaire - Loire - Sillon
Marion Guerry - M au Carré
Sébastien Guimard - Ville de Nantes, dialogue citoyen / ICPC groupe coordination locale
Virginie Henrrique - Département de Loire-Atlantique
Manuel Ibanez - Geostipa
Antoine Jestin - ID City
Anne Johnson - AJ Projets & Formation / ICPC groupe coordination locale
Claire Jouanneault - Design de l'engagement / ICPC groupe coordination locale
Sandrine Laisné - Chargée de mission transitions CARENE
Jean-Philippe Lefevre - Département de Loire-Atlantique
Tiphaine Lehuré – Praticienne concertation
Raphaëlle Noiret – Collectif FIL
Emeline Perrin - ICPC
Simon Quatrevaux - ID City
Nathalie Racineaux – Cerema
Marine Resson - CARENE, Conseil de développement / ICPC groupe coordination locale
Marion Sivy - CS Conseils
Maxime Sourdin -
Adeline Thomas - CARENE
Charlotte Zuckmeyer - SCOPIC / ICPC groupe coordination locale